

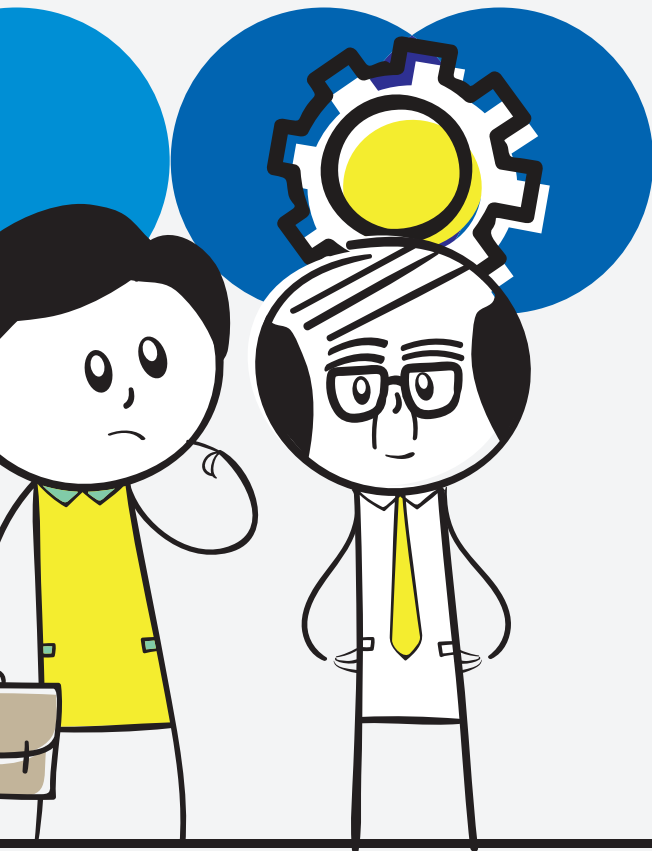


FRANCE STRATÉGIE
ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.

14 DEC. 2018

EXPERTISE ET DÉMOCRATIE FAIRE AVEC LA DÉFIANCE

DOSSIER DE PRÉSENTATION





La question

Les manifestations de défiance à l'égard des institutions peuvent faire obstacle à l'émergence d'un consensus et fragiliser l'action publique. Ceux qu'on appelle les « experts » ne sont pas à l'abri de cette défiance. Comment l'expliquer et mieux la prendre en compte dans la conduite des politiques publiques ?

Les « experts » : qui sont-ils ? à quoi servent-ils ?

On appelle couramment « expert » ou « experte » la personne qui dispose d'une connaissance précise et étendue d'un sujet déterminé.

Mais être expert, ce n'est pas un métier, c'est une situation : la situation de la personne que l'on consulte, lorsqu'on doit faire un choix, pour qu'elle apporte une connaissance que le décideur présume utile.

Le rapport de France Stratégie s'intéresse aux différentes sortes de connaissances qui sont mobilisées pour préparer une décision politique, ou pour éclairer le débat public.



Où en est la défiance ?

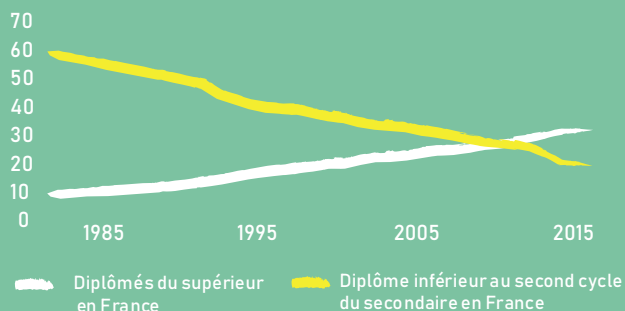
En France plus encore qu'ailleurs, de nombreux citoyens expriment une profonde défiance à l'égard des responsables politiques, des journalistes, et de la plupart des institutions.

Les Français sont nombreux à faire confiance aux savants, mais ils se défient des usages que l'on peut faire de la science.

Plusieurs reproches sont récurrents : on entendrait « toujours les mêmes » dans les médias ; les « chiffres officiels » ne traduiraient pas la réalité vécue ; les experts ne seraient pas indépendants à l'égard des industriels et des politiques...



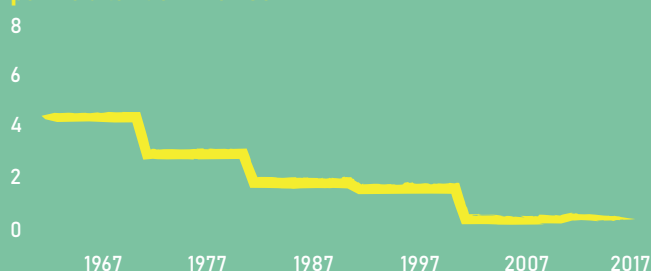
Le contexte



La hausse du niveau de diplôme moyen permet aux citoyens de s'intéresser plus directement aux débats techniques et politiques, et s'accompagne d'un développement de l'esprit critique qui peut prendre la forme d'une remise en cause de l'autorité et susciter des manifestations de défiance.

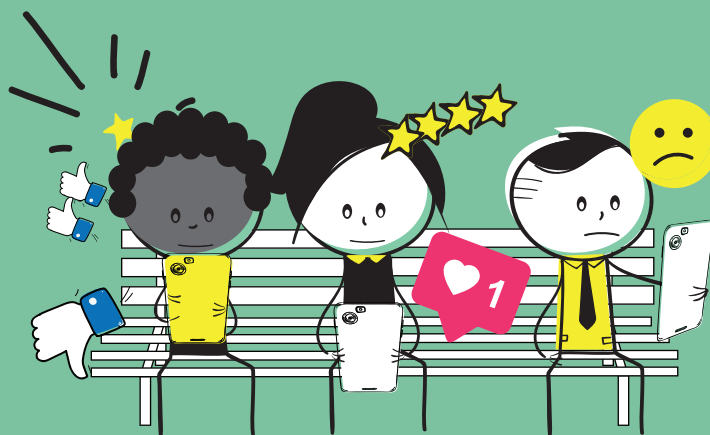
Le ralentissement régulier de la croissance fait douter de l'efficacité des politiques inspirées par les experts, alors qu'ils ont longtemps revendiqué (notamment les économistes) œuvrer pour l'expansion et la prospérité partagée.

Moyenne décennale de la croissance du PIB par habitant en France



De nombreux « scandales » ont entaché la confiance des Français dans la façon dont l'État utilisait les connaissances disponibles : sang contaminé, Tchernobyl, amiante, Mediator...

Le numérique et les réseaux sociaux sont un outil puissant qui permet aux citoyens de s'informer en continu et de s'exprimer librement sur tous les sujets. Parallèlement, ils fragilisent les autorités (scientifiques ou politiques) en situant leurs paroles sur le même plan que les autres, y compris des groupes d'intérêt. Les formats courts qu'ils imposent sont un obstacle au développement d'une pensée complexe.



La méthode

France Stratégie, acteur du champ de l'expertise, a souhaité réunir l'ensemble de ceux qui s'interrogent sur leur rôle dans la défiance que rencontrent aujourd'hui les experts. Un séminaire d'un an leur a permis de se réunir et d'échanger sur différentes thématiques.



Mai 2017

Lancement du séminaire « Paroles d'experts, pour quoi faire ? »
Plus de 80 participants de tous horizons contribuent à définir la problématique et le programme du cycle.



Juillet 2017-juillet 2018

9 séances thématiques

- Comment l'action publique mobilise-t-elle l'expertise ?
- L'expertise au prisme des sciences sociales
- Usages et mésusages politiques de l'expertise
- L'expertise dans le champ médiatique : une chaîne de défiance continue ?
- Expertise en santé : la défiance, un mal nécessaire ?
- Expertise et climat : que sait-on ? que croit-on ?
- Éducation : 65 millions d'experts ?
- « Ça compte ! » Des experts et des chiffres
- Intelligence artificielle, action publique et démocratie : vers une expertise sans experts ?

Des participants d'horizons variés :



Janvier - Février 2018

Publication d'une note de synthèse "L'expertise face à une crise de confiance" et réception de 12 contributions venant de la société civile.



Décembre 2018

Publication du rapport
« Expertise et démocratie, faire avec la défiance ».

Les acteurs

Les situations d'expertise mettent en scène divers acteurs, soumis à des temporalités et des pressions différentes. Expert(e), élu(e), journaliste..., chacun analyse la crise de confiance de son propre point de vue et cherche des remèdes pour la surmonter. Mais peuvent-ils y parvenir seuls ?

En tant qu'expert, je voudrais être entendu, mais je n'ai pas envie d'être instrumentalisé par un responsable politique !

Je n'ai pas l'habitude de parler dans les médias, surtout face à des « marchands de doute » qui déforment le raisonnement scientifique...

Je ne peux pas laisser cet imposteur dire n'importe quoi... Mais si j'interviens dans cette polémique, je vais devoir résumer mes réflexions, et je risque de perdre l'estime de mes collègues...

Aurai-je le temps de rédiger correctement mon rapport ? d'expliquer mon travail au journaliste qui m'interroge ?

Que faire si mon interlocuteur n'est pas de bonne foi ?



En tant que décideur politique, j'ai besoin de savoir quel outil sera le plus efficace pour que mes projets aboutissent ; y a-t-il des experts qui peuvent m'éclairer ?

Si un expert dit que mes idées sont bonnes, cela m'aidera à convaincre plus de gens !

Et si les citoyens ont le sentiment que les experts sont coupés de la réalité qu'ils vivent au quotidien, je dirai que je n'écoute pas les experts !

Pour les parlementaires, c'est difficile de savoir quel sera l'impact des lois qu'ils votent : les études d'impact fournies par le Gouvernement sont souvent trop lapidaires, et l'accès aux données des administrations est insuffisant .

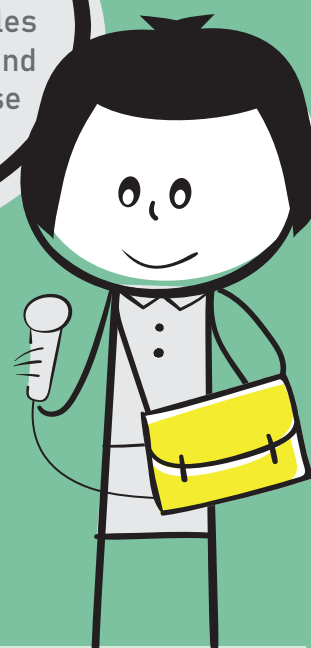
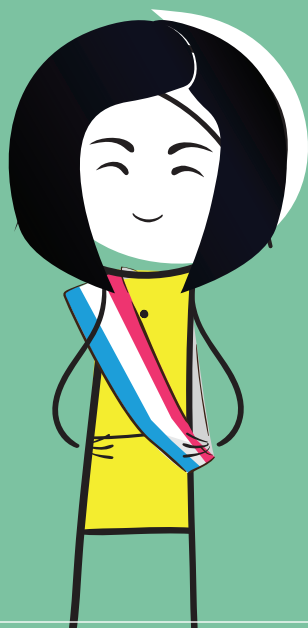
Pour le climat, la question semble tranchée, donc on peut bannir les « climatosceptiques », qui sont des charlatans.

Mais sur d'autres sujets, que ce soit la lutte contre le terrorisme, ou les réformes de l'école, il faudrait que l'on soit expert soi-même pour savoir quels sont les meilleurs experts à inviter...

Comment choisir les experts que l'on invite en plateau ? S'ils connaissent bien leur sujet mais que leur expression n'est pas claire, les spectateurs vont zapper ; et si on prend un « bon client », mais qui ne maîtrise pas la question posée, ce n'est pas très sérieux !

Nous sommes de moins en moins nombreux dans les rédactions ; alors il faut aller chercher le savoir à l'extérieur, pour pouvoir couvrir des sujets de plus en plus techniques.

À la télévision et à la radio, nous avons de plus en plus souvent recours au « plateau d'experts » : c'est un bon moyen d'entendre une pluralité d'avis bien renseignés sur une question compliquée – mais cela peut entraîner une certaine confusion des genres.



Les points de tension



Pour améliorer la mobilisation des savoirs pour l'action publique, plusieurs transformations sont à l'œuvre depuis quelques décennies ; si elles ont permis d'élargir et d'approfondir l'expertise, elles ne peuvent cependant réussir à « abolir la défiance » en raison des points de tension structurels, propres aux situations d'expertise en général.



INSTITUTIONNALISATION

Conseils scientifiques, agences, observatoires... l'expertise s'est organisée autour d'institutions et de procédures d'une complexité croissante, afin de mieux garantir la valeur des savoirs mis à disposition des pouvoirs publics et de l'opinion.

La place des « experts autoproclamés » a ainsi pu être réduite mais, dans certains cas, cela n'a fait que déplacer la défiance, qui s'adresse aussi bien à l'institution dans son ensemble qu'au contenu de telle ou telle expertise.



PARTICIPATION

La participation des citoyens apparaît souvent comme une alternative à la mobilisation des experts, alors qu'il faut plutôt bâtir un cadre dans lequel l'expérience de tous enrichit l'analyse d'un problème public, en amont de la décision.

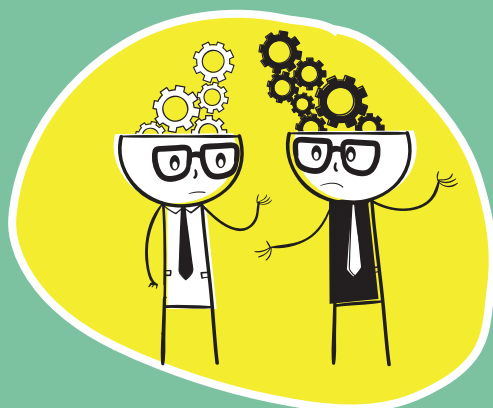
Mais les citoyens ont-ils assez confiance dans les démarches participatives telles qu'elles se construisent aujourd'hui pour s'y engager ?



INDÉPENDANCE

S'il faut se méfier de conflits d'intérêts qui peuvent corrompre l'expertise, l'expert qui serait dépourvu de tout lien est une chimère. Au contraire, les liens de valeur et l'engagement peuvent jouer un rôle fécond dans la connaissance.

Il importe en définitive d'explicitier de façon transparente « d'où parle » l'expert sollicité.



CONCURRENCE

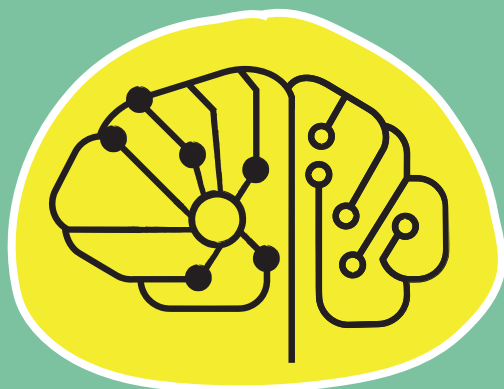
Les différentes expertises ne sont pas toujours complémentaires, et on assiste souvent à une concurrence entre disciplines, approches, méthodes. Ce phénomène n'est pas accidentel et révèle un lien souvent étroit entre la façon dont un objet est étudié et les préférences ou les valeurs de ceux qui l'analysent.

Une raison de plus de se défier de l'idéal de l'expert impartial en surplomb.

$$\sum_{n \rightarrow 0}^{\infty} \frac{(-1)^n z_0^n}{(z - z_0)^n}$$

CHIFFRE

Dans la concurrence entre les expertises, les approches quantitatives ont un avantage concurrentiel : le chiffre offre une apparence objective, synthétique et définitive. Mais le règne de la quantification entraîne de nombreux effets pervers qui peuvent alimenter la défiance : l'occultation de ce qui n'est pas « chiffrable », la possibilité de faire passer pour équivalentes des réalités incommensurables, la substitution des moyens et des indicateurs aux fins.



BIG DATA & INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Si, à long terme, le traitement de données massives par l'intelligence artificielle promet une « expertise sans experts », à la fois individualisée et suprêmement impartiale, on peut craindre que l'on soit alors incapable de mettre en débat les connaissances sur lesquelles reposeraient cette expertise et l'action publique qu'elle inspirerait.

« Faire avec la défiance », plutôt que de chercher à recréer la confiance, telle est la conclusion à laquelle aboutissent ces analyses. « Faire avec », ce n'est pas s'y résigner ; c'est au contraire prendre appui sur certaines manifestations de défiance et les incorporer à la fabrique de l'expertise pour la rendre plus pertinente, plus robuste et plus convaincante.



Quelles pistes ?

Faire avec la défiance et l'incorporer à l'expertise, c'est d'abord une question d'état d'esprit : la modestie doit être de mise – pour celui qui est consulté comme expert autant que pour celui qui fait usage de l'expertise. C'est aussi une question d'institutions, de procédures et de pratiques. Les pistes ici présentées visent trois objectifs, identifiés comme essentiels au cours des analyses du rapport.

OBJECTIF

REPONDRE AUX QUESTIONS DES CITOYENS

Face à la communication descendante des experts, ou à la vulgarisation scientifique classique, les citoyens peuvent avoir le sentiment qu'on ne répond pas aux questions qu'ils se posent eux-mêmes, et qu'ils n'ont pas d'accès à un interlocuteur direct.

- **Un défenseur du droit d'accès aux expertises**
Pour recevoir, recenser et porter les interpellations des citoyens sur les questions d'actualité qui mobilisent de la connaissance. Chacun pourrait le saisir en ligne.
- **Un budget citoyen pour lancer des travaux de recherche scientifique d'intérêt public**
Un jury de citoyens, doté d'un droit de tirage annuel, pourrait prendre appui sur les questions soumises au défenseur du droit d'accès aux expertises qui ne trouvent pas de réponse, en dialoguant avec des chercheurs, pour étudier la faisabilité d'études sur des sujets ayant retenu l'attention du public.
- **Des comités de citoyens pour participer à l'évaluation des politiques publiques**
Aux côtés des parlementaires, dans le cadre de leurs missions de suivi et d'évaluation de l'application des lois, ou auprès du Gouvernement lorsqu'il organise l'évaluation de ses mesures, des panels citoyens pourraient contribuer à la définition des questions évaluatives et à l'interprétation des résultats.

OBJECTIF

RENDRE L'EXPERTISE PLUS LISIBLE

Pour éviter la contagion de la défiance, il importe de mieux définir les rôles de chacun, de faire une plus grande transparence sur les procédures de désignation et sur la production de l'expertise elle-même, mais aussi de favoriser l'incorporation d'une pluralité de regards dans les travaux d'experts.

- Rendre plus transparentes les saisines d'experts par le pouvoir exécutif, pour éviter l'excès de commandes « ad hoc » ou les situations de conflit d'intérêt ;
- Créer un organe d'échanges réguliers entre les sciences humaines et sociales et le Gouvernement, pour renforcer, dans la durée, la pluridisciplinarité des études qui viennent éclairer les réflexions de l'exécutif ;
- Structurer des services d'évaluation dans chacun des ministères, pour assurer leur indépendance et la crédibilité de leurs travaux, et pour améliorer l'évaluation en amont des projets de réforme ;
- Élargir la capacité d'expertise du Parlement, pour permettre à la représentation nationale de contre-expertiser les évaluations présentées par le Gouvernement, et intensifier ses interactions avec le monde de la recherche ;
- Faire vivre le débat sur la production des statistiques publiques, en impliquant davantage les citoyens dans les travaux du Conseil national d'information statistique (Cnis).

OBJECTIF

RAPPROCHER LES CULTURES

Parce que l'expertise met en contact des acteurs aux intérêts et aux pratiques hétérogènes, il faut encourager les dispositifs qui aident les uns et les autres à parler le même langage et à se comprendre.

- Organiser, dans les principaux ministères, des canaux de circulation des savoirs utiles pour l'action de terrain, parce que celles et ceux qui conduisent les politiques publiques au niveau local accumulent aussi des connaissances qu'il faut faire remonter et partager ;
- Fédérer en réseau les producteurs publics de contenus multimédias pour la promotion de la culture scientifique et technique, afin de mutualiser les efforts de l'audiovisuel public, des opérateurs de l'Éducation nationale comme Canopé ;
- Faire évoluer la formation des élites administratives, pour y renforcer les échanges avec le monde de la recherche et les interactions avec les citoyens ;
- Former les chercheurs à la parole publique, pour les préparer à affronter différents types de situation lorsqu'ils sont sollicités par les médias ;
- Introduire des modules de culture scientifique et d'épistémologie dans la formation des journalistes, pour leur permettre d'appréhender avec justesse et recul les sciences de la nature comme les sciences humaines et sociales.

TÉLÉCHARGEZ LE RAPPORT *EXPERTISE ET DÉMOCRATIE :
FAIRE AVEC LA DÉFIANCE* SUR STRATEGIE.GOUV.FR
(RUBRIQUE PUBLICATIONS)



www.strategie.gouv.fr



[@Strategie_Gouv](https://twitter.com/Strategie_Gouv)



[france-strategie](https://www.linkedin.com/company/france-strategie)



[FranceStrategie](https://www.facebook.com/FranceStrategie)



[@FranceStrategie_](https://www.instagram.com/FranceStrategie_)

Contacts presse :
Jean-Michel Roullé,
directeur du service Édition-Communication-Événements
jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr
01 42 75 61 37

Joris Aubrespin, chargé des relations presse
joris.aubrespin-marsal@francestrategie.eu
01 42 75 60 27 - 06 52 52 48 58



FRANCE STRATÉGIE

France Stratégie est un organisme d'études et de prospective, d'évaluation des politiques publiques et de propositions placé auprès du Premier ministre. Lieu de débat et de concertation, France Stratégie s'attache à dialoguer avec les partenaires sociaux et la société civile pour enrichir ses analyses et affiner ses propositions. Elle donne à ses travaux une perspective européenne et internationale et prend en compte leur dimension territoriale.